

REFONTE GRAPHIQUE, TECHNIQUE ET FONCTIONNELLE, DEVELOPPEMENT ET MAINTENANCE DU SITE WEB DE IAE NANCY – SCHOOL OF MANAGEMENT

MARCHE DE SERVICES

AVIS D'APPEL PUBLIC A LA CONCURRENCE (AAPC)

Nom et adresse de l'organisme acheteur :

IAE NANCY – SCHOOL OF MANAGEMENT
13, rue Michel Ney
BP 90862
54011 NANCY CEDEX

1 - Objet du marché : Refonte graphique, technique et fonctionnelle, développement et maintenance du site web de IAE Nancy – School of Management

L'IAE Nancy souhaite aujourd'hui refondre son site web afin de renforcer sa communication par un écosystème repensé et évolutif. Est attendu à l'issue du projet un outil qui intègre les avancées technologiques en vigueur, l'évolution des pratiques du web, les référentiels, normes et réglementations notamment sur la diffusion et la protection des données (RGPD) et sur l'accessibilité (RGAA), ainsi qu'une conception à la démarche écoresponsable (RGESN).

2 – Caractéristiques principales

2.1 – Mode de passation :

La procédure de passation utilisée est une **procédure adaptée avec mise en concurrence restreinte**, conformément aux articles **L. 2123-1 et R. 2123-1, 1°** du **Code de la commande publique**. Cette procédure inclut une phase de sélection des candidats, suivie d'une mise en concurrence restreinte.

2.2 – Type et forme de contrat

Le présent **accord-cadre à bons de commande** est conclu en application des articles **L. 2125-1, 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6 et R. 2162-14** du **Code de la commande publique**. Il donnera lieu à l'émission de **bons de commande** pour l'exécution des prestations définies.

2.3 – Variantes autorisées et exigées :

Aucune variante n'est autorisée ou exigée

2.4 – Décomposition :

Le marché est traité à prix forfaitaires et à prix unitaires. Le marché n'est pas alloti.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- En qualité de membres de plusieurs groupements.

La candidature, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire.

Le marché n'est pas fractionné à tranches.

2.5 – Nomenclature :

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

72413000-8 Services de conception de sites WWW (World Wide Web)

72415000-2 Services d'hébergement pour l'exploitation de sites WWW

2.6 – Délai de validité des candidatures et des offres :

Le délai de validité des candidatures est fixé à **120 jours** à compter de la date limite de réception des candidatures.

Le délai de validité des offres est fixé à **150 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

2.7 - Mode de règlement et modalités de financement :

Les prestations seront financées selon les modalités suivantes : Sur fonds propres

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

3 - Lieu d'exécution : Nancy (54)

4 – Présentation des candidatures

Les candidatures des concurrents seront entièrement rédigées en langue française. Si elles sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français ; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis.

Documents à produire :

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes, datées et signées par lui.

Les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) pour présenter leur candidature ou le Document Unique de Marché Européen (DUME). Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr

Pour la phase de candidature, chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes, telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

- *Les renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :*
 - Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire ;
 - Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 et notamment qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail ; concernant l'emploi des

travailleurs handicapés ;

- *Les renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :*

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles,
- Déclarations appropriées de banques ou, le cas échéant, preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents,
- Bilans ou extraits de bilan, comptes de résultats, concernant les trois dernières années, des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi.

Si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen.

- *Les renseignements concernant l'aptitude à exercer l'activité professionnelle et les capacités techniques et professionnelles du candidat :*

A savoir, pour les capacités techniques :

- Inscription sur un registre professionnel (*Aptitude à exercer l'activité professionnelle*)
- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ;
- L'indication des titres d'études et professionnels du candidat ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services de même nature que celle du marché public : noms et qualifications professionnelles pertinentes des personnes physiques qui seront chargées de l'exécution du marché public en question.
- Une description du matériel et de l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation du marché public ;
- L'indication des outils de gestion de projet et de la méthodologie de gestion de projet que le candidat pourra mettre en œuvre lors de l'exécution du marché public ;
- L'indication des systèmes de gestion (CMS) que le candidat pourra mettre en œuvre lors de l'exécution du marché public ;
- Des certificats de qualification professionnelle établis par des organismes indépendants. Chacun des certificats précités pourra faire l'objet d'équivalence. Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur état d'origine.

Pour les capacités professionnelles

- Une liste des principaux services fournis dans le domaine, au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé : les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ;

Pour justifier des capacités techniques et professionnelles et de la capacité économique et financière d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

5 - Sélection des candidatures

En phase candidature : le choix et le classement des candidatures sont effectués dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande et selon les modalités définies ci-après.

Les candidatures seront jugées sur les critères pondérés suivants :

Critère n°1 (30%) : Capacités techniques de l'entreprise :

Les capacités techniques seront analysées au vu des renseignements demandés à l'article 4 du présent avis et fournis par le candidat.

Critère n°2 (60%) : Capacités professionnelles

Les capacités professionnelles seront analysées au vu des renseignements demandés à l'article 4 du présent avis et fournis par le candidat.

Critère n°3 (10%) : Situation juridique et capacité économique et financière

Les seront analysées au vu des renseignements demandés à l'article 4 du présent avis et fournis par le candidat.

6 - Nombre de candidats

Phase Candidatures : dans un premier temps les candidats intéressés remettront un dossier de candidature conformément aux dispositions du présent avis sur la base du dossier de candidature transmis en annexe de l'AAPC.

A l'issue de l'analyse des candidatures, 5 candidats seront sélectionnés, conformément aux dispositions de l'article 5 du présent avis, et recevront le dossier de consultation de la phase Offre (date prévisionnelle : 28/03/2025)

Phase Offres : Les 5 candidats sélectionnés pourront présenter une offre avant la date limite de réception qui leur est précisée dans le règlement de la consultation relatif aux offres.

En phase offre : le choix et le classement des 5 candidats admis à présenter une offre sont prévues aux articles R 2152-1 à 12 du Code de la commande publique. Le jugement des propositions sera effectué dans les conditions prévues à l'article R2152-7 du Code de la commande publique au moyen des critères suivants :

Critère n° 1 : « Adéquation de la solution fonctionnelle »

45 %

- Argumentaire général de compréhension du projet, complétude et intuitivité du CMS proposé (10 %)
- Complétude des modules fonctionnels décrits et adéquation au CCTP, description détaillée des modalités de réalisation de chaque module fonctionnel, choix techniques (25 %)
- Organisation et méthodologie : transfert de compétences, maintenance, garantie, infogérance, équipe projet, planning détaillé du projet (10%)

Critère n°2 : « Coût global de la prestation »

30 %

- coût de développement du site (15 %)
- prestations annuelles à bons de commande (hébergement/maintenance/infogérance/assistance/licence) (10 %)
- autres prestations à bons de commande (5 %)

Critère n°3 : « Créativité et originalité de la proposition, qualité de l'interface et de l'ergonomie proposées » **15 %**

- Maquettes de la page d'accueil, d'une page intérieure (10%)
- Clarté et cohérence de l'argumentaire (5%)

Critère n°4 : « Performance environnementale » **10%**

Ce critère sera apprécié sur la base des éléments indiqués par le soumissionnaire dans les pièces de son offre, et notamment au sein de l'annexe n° 2 à l'acte d'engagement « Cadre de réponse éco-conception service numérique ».

Le prestataire joindra à son offre une proposition :

- de page d'accueil
- de page intérieure

Pour le nouveau site web de l'IAE Nancy sur la base des éléments du cahier des charges.

La proposition présentée avec l'offre ne sera qu'un axe de création retenue. Cette dernière sera à retravailler en fonction des remarques lors de la première réunion de projet et en fonction de l'évolution des spécificités du projet.

Les pistes créatives seront rémunérées à hauteur de 500 € TTC par candidat non retenu. Le candidat retenu devra comprendre ce travail préalable dans l'offre tarifaire proposée.

7– Audition et négociation

Phase de négociation et auditions

L'Université engagera une négociation avec les trois candidats dont l'offre n'est pas considérée comme inappropriée, conformément à l'article L2152-4 du Code de la Commande Publique. Les trois candidats classés aux premières places seront invités à une audition suivie d'une négociation.

Cette rencontre prendra la forme d'un entretien organisé en visioconférence d'une durée d'une heure, structuré comme suit :

- 20 minutes dédiées à la présentation de leur solution, incluant des exemples concrets de modules attendus pour le projet ;
- 40 minutes de questions-réponses.

Une date prévisionnelle pour les auditions sera indiquée au CCTP de la phase offre. Les dates et horaires définitifs de chaque candidat seront communiqués ultérieurement par l'IAE Nancy via la messagerie du profil acheteur, au plus tard cinq jours ouvrés avant la date des auditions.

Établissement du classement final

À l'issue d'une première analyse des offres, un classement des opérateurs économiques admis à la négociation sera établi en fonction des critères d'évaluation définis dans les documents de consultation.

Attribution du marché

L'audition et la négociation pourront porter sur tous les éléments de l'offre, y compris le prix. L'Université se réserve néanmoins la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans engager de

négociation, si elle le juge opportun.

8 - Durée du marché :

Le nouveau site web de l'IAE Nancy devra être mise en ligne au plus tard au 4^{ème} trimestre 2025 sous réserve que le marché soit notifié au plus tard fin Mai 2025. A défaut, le terme du contrat sera prorogé d'autant.

La durée d'exécution de l'accord-cadre est de 24 mois à compter de sa date de démarrage. Cette date de démarrage sera notifiée au titulaire par ordre de service.

L'accord-cadre est reconductible une fois pour une période de 12 mois, portant sa durée totale à 36 mois maximum.

Les 6 premiers mois pour la conception graphique et les développements du site internet, les 30 mois suivants concerneront le support et l'assistance, la maintenance corrective et évolutive de ce site (hors garantie), et les conceptions et développements complémentaires.

Date prévisionnelle de début des prestations : la notification du marché est prévue fin juin 2025

9 - Date limite de réception des candidatures : 19 mars 2025 à 16h00

Date prévisionnelle pour l'envoi aux candidats sélectionnés de l'invitation à présenter une offre (phase Offres) : **28 mars 2025**

10 - Conditions de remise des candidatures :

10.1 – Transmission sous support papier :

La transmission au format papier n'est pas autorisée.

10.2 – Transmission électronique

La signature électronique ne sera demandée qu'auprès du candidat pressenti. Lors du dépôt de l'offre, la signature n'est pas obligatoire.

Si le candidat pressenti est dans l'incapacité avérée de pouvoir signer son offre de façon électronique, l'Université pourra l'inviter à déposer les documents concernés par voie papier. Ces documents devront être signés de façon originale manuscrite.

Pour signer électroniquement les pièces de sa réponse à la présente consultation, le candidat utilise un certificat de signature appartenant à l'une des deux catégories de certificats visés à l'article 2 II de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique.

Le certificat électronique doit être associé à une personne dûment habilitée à engager la société du candidat.

Attention, l'obtention d'un certificat électronique peut prendre plusieurs jours.

Le format de signature utilisé est conforme au référentiel général d'interopérabilité version 2.0 approuvé par l'arrêté du 20 avril 2016. Les formats de signature sont XAdES, CAdES ou PAdES.

Sauf mention contraire, l'Université de Lorraine invite les candidats à utiliser le format de fichier .pdf et à privilégier le format de signature PAdES.

Les informations concernant le référentiel général de sécurité sont disponibles à l'adresse suivante : <https://references.modernisation.gouv.fr/securitee>

NB : La seule signature du dossier permettant l'archivage et la compression des données (dossier de type « .zip »), contenant les documents remis à l'appui de la réponse du candidat n'est pas suffisante. Chacune des pièces du marché pour lesquelles la signature est requise doit être signée. Il appartient donc au candidat de signer électroniquement individuellement les documents figurant dans ces dossiers.

Il est par ailleurs rappelé qu'une signature manuscrite scannée n'a pas d'autre valeur que celle d'une copie et ne peut pas remplacer la signature électronique.

La liste exhaustive des formats autorisés pour la transmission électronique des plis est la suivante : .zip, .pdf, .doc, .rtf, dwg et .xls.

Le candidat est invité à ne pas utiliser de macro-instructions dans les documents transmis et à faire en sorte que sa réponse ne soit pas trop volumineuse(s).

11 -Demande de renseignements complémentaires :

Les candidats peuvent demander tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires en faisant parvenir leur demande écrite à l'adresse électronique suivante :

Courriel : dha-nancy@univ-lorraine.fr

Cependant, l'université ne s'engage à répondre aux demandes de renseignements complémentaires que dans l'hypothèse où celles-ci lui parviendraient au plus tard le **12 mars 2025 à 16 h 00** (heure de Paris).

Au-delà de cette date, l'université se réserve la possibilité de ne pas répondre aux demandes de renseignements complémentaires, en considérant qu'elles n'ont pas été transmises en temps utile.

Les réponses apportées par l'université seront envoyées à l'ensemble des personnes s'étant identifiées par courriel à l'adresse électronique indiquée par les candidats ayant téléchargé le dossier.

Aucune question ne pourra être posée verbalement et aucune réponse ne sera donnée en dehors du dispositif prévu au présent article.

12 - Instance chargée des procédures de recours

L'instance chargée des procédures de recours et auprès de laquelle des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours est la suivante :

Tribunal administrative de Nancy

Date d'envoi du présent avis à la publication : **3 mars 2025**